

ENGLISH VERSION BELOW

Loïc Andrien, Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés (INSHEA); Programme Handicaps et Société – Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS)

Carola Guyot-Phung, Docteure de l'École polytechnique-Paris Saclay

Mathilde Collinet-Ourthe, Toulouse School of Management Research

Ce numéro se propose d'interroger le lien entre les questions climatiques, environnementales et celles qui s'inscrivent autour du handicap. Si l'on considère la situation de handicap comme le résultat d'une interaction entre des facteurs individuels et des facteurs environnementaux (Fougeyrollas, 2010; Oliver, 1995), alors qu'en est-il lorsque cet environnement est en crise ?

Abordée d'un point de vue économique, la question écologique est analysée en particulier à travers ses conséquences au niveau systémique (production, consommation, infrastructures...) comme au niveau individuel (prise de conscience, engagement, formes de mobilité...). Les politiques publiques tentent d'impulser une transition écologique ou énergétique de façon volontariste depuis une décennie (Loorbach, 2010), ce qui se traduit tant dans les politiques de soutien à l'innovation que dans la façon dont on repense les villes et les territoires (Bulkeley et al., 2014). Tout en bénéficiant à l'environnement, la transition doit favoriser des conditions de travail satisfaisantes, une inclusion sociale et l'éradication de la pauvreté (Just Transition Centre, 2017), en tenant compte des conséquences négatives sur certains groupes sociaux (par exemple les travailleurs qui perdraient leur emploi du fait de ces évolutions) ou en repensant les habitudes de mobilité pour l'ensemble de la population (Schwanen, 2020).

Dans le même temps, de nombreuses initiatives ont émergé sur le terrain, à hauteur de citoyen dans des tiers-lieux¹ autour du mouvement des « makers », révélant de nouvelles formes de coopération (Berrebi-Hoffman et al., 2018). Comme le préconisent Le Teno et Grandjean (2014), il s'agit de passer du « vivre ensemble » au « faire ensemble ». Ces transformations à l'œuvre à différents niveaux peuvent-elles constituer une opportunité pour repenser les relations dans la société, en redéfinissant le « vivre-ensemble » et en favorisant ce « faire ensemble », en particulier dans la prise en compte du handicap ?

Plus largement, ce mouvement du « faire ensemble » nous permet de réinterroger notre façon d'habiter les villes, les villages, les lieux du commun. Ce passage à l'action est un mouvement citoyen, une nouvelle façon de faire société qui interroge le projet de participation des personnes concernées et sa mise en œuvre effective dans les organisations (Eyraud et al., 2018), notamment publiques. Avec un fonctionnement de tradition

¹ Le terme « Tiers-Lieux » désigne des lieux différents du domicile et du travail ayant un rôle important dans la constitution du lien social. Si les cafés, les parcs, les bibliothèques peuvent être qualifiés ainsi, certains lieux comme les espaces de co-working, les fab-lab, et bien d'autres encore ont pour raison d'être de recréer des occasions de partager et de faire société différemment.

bureaucratique, peu à l'aise avec l'incertitude et la complexité qui caractérisent les questions sociétales de changement climatique comme de handicap, la transformation de nos modes de gouvernance semble inévitable.

Alors que le courant pragmatiste des organisations place l'enquête collective, c'est-à-dire « l'expérience pluraliste de tous les participants » (Lorino, 2018) comme moyen de résoudre les défis contemporains et de renforcer la démocratie, comment émergent les bonnes pratiques et se maintiennent-elles dans le temps ?

De plus, dans une perspective dynamique et relationnelle de la gouvernance par les parties prenantes (Kerveillant, 2017), comment ces thématiques transversales, transcendant souvent les frontières organisationnelles, sont-elles prises en compte collectivement par des acteurs aux buts hétérogènes sur le territoire ? Défini par Raulet-Croset(2014) à la fois comme un espace prescrit institutionnellement et comme un espace construit socialement, dans quelle mesure le territoire peut-il constituer une ressource pour une action collective inter-organisationnelle (Raulet-Croset, 2021) ?

Dans ce numéro, nous interrogerons donc à la fois la façon dont la question environnementale est prise en compte dans les politiques publiques autour du handicap mais également la façon dont les territoires se construisent et s'aménagent au croisement de ces problématiques, ou encore le rôle que joue l'innovation dans cette perspective.

Par exemple :

- Quels sont les impacts sociaux des changements climatiques ?
- Comment sont prises en compte les problématiques liées au handicap par les politiques locales dans un contexte de transition écologique ?
- L'innovation peut-elle répondre à la fois aux enjeux de transition vers des modèles écologiques durables et à une plus grande participation des personnes en situations de handicap ?
- Dans quelle mesure les aménageurs des espaces publics et les urbanistes intègrent-ils les usagers et habitants en situations de handicap dans leurs projets d'adaptation au changement climatique ?
- Impulsée par la crise sanitaire, l'évolution de l'habitat vers des espaces partagés, de nouvelles façons d'habiter et de co-habiter prend-elle en compte les personnes en situations de handicap ?
- Face aux catastrophes naturelles, comment les plans d'urgence sont-ils adaptés pour répondre aux besoins des personnes en situations de handicap ?
- Dans une perspective de planification, comment les schémas directeurs (schémas régionaux), les PLU, envisagent-ils d'articuler réponse au changement climatique, neutralité carbone et politique du handicap ?
- Les tiers-lieux permettent-ils une co-construction des solutions inclusives pour répondre au réchauffement climatique ?
- Quels sont les déterminants d'émergence puis de maintien dans le temps de la coopération inter-organisationnelle autour des questions de changement climatique et/ou de handicap ?
- Comment les territoires se (re)construisent autour des questions climatiques et/ou de handicap et dans quelle mesure sont-ils un support à l'action collective ?

Nous souhaitons donc ouvrir ce numéro à des chercheurs de tous horizons et disciplines : sociologie, sciences politiques, gestion, économie, urbanisme, architecture, etc. mais

également à des professionnels et des personnes en situations de handicap confrontés à ces questions.

Le numéro sera international, diffusé par ERUDIT et les articles peuvent être soumis en français ou en anglais.

Date limite de soumission : 15 janvier 2023

Publication : novembre 2023

Bibliographie indicative

- Berrebi-Hoffmann, I., Bureau, M. C., & Lallement, M. (2018). *Makers-Enquête sur les laboratoires du changement social*. Média Diffusion.
- Bulkeley, H., Castán Broto, V., & Maassen, A. (2014). Low-carbon transitions and the reconfiguration of urban infrastructure. *Urban Studies*, 51(7), 1471-1486.
- Eyraud, B., Saetta, S., & Tartour, T. (2018). Handicaps et participations. *Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, 22(3), 214.
- Fougeyrollas, P. (2010). *La funambule, le fil et la toile: transformations réciproques du sens du handicap*: Presses de l'Université Laval Québec.
- Just Transition Centre (2017), *Just Transition. A report for the OECD*. Paris: OECD, <https://www.oecd.org/environment/cc/g20-climate/collapsecontents/Just-Transition-Centre-report-just-transition.pdf> consulté le 1^{er} septembre 2021
- Kerveillant, M. (2017). *The Role of the Public in the French Nuclear Sector The Case of « Local Information Commissions » (CLIS) for Nuclear Activities in the West of France* (ESSEC Business School). ESSEC Business School, France.
- Le Teno, H., & Grandjean, A. (2014). *Miser (vraiment) sur la transition écologique*. Éditions de l'Atelier.
- Loorbach, D. (2010). Transition management for sustainable development: a prescriptive, complexity-based governance framework. *Governance*, 23(1), 161-183.
- Lorino, P. (2018). *Pragmatism and Organization Studies*. Oxford University Press.
- Oliver, M. (1995). *Understanding disability: From theory to practice*: Macmillan International Higher Education.
- Raulet-Croset, N. (2014). Le territoire comme objet de gestion. *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 2(74), 48-52.
- Raulet-Croset, N. (2021). La question du territoire en sciences de gestion – Point de vue sur le territoire comme ressource pour les organisations. *Question(s) de management*, 3(33), 33-36.
- Schwanen, T. (2020). Low-carbon mobility in London: a just transition?. *One Earth*, 2(2), 132-134.

AEQUITAS. Journal of Human Development, Disability and Social Change
CALL FOR PAPERS
Climate change and disability

Loïc Andrien, Higher national education and research institute for the education of young people with disabilities and adapted teaching (INSHEA); Disabilities and Society Program – Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)
Carola Guyot-Phung, PhD Ecole Polytechnique-Paris Saclay
Mathilde Collinet-Ourthe, Toulouse School of Management Research

This AEQUITAS issue will question the relationship between disability and issues linked to climate and the environment. If disability is to be regarded as the result of an interaction between individual factors and environmental factors (Fougeyrollas, 2010; Oliver, 1995), what may result from the environment facing a major crisis?

The ecological issue as seen from the standpoint of economics, is analysed more specifically in terms of the consequences it will have at the systemic level (production, consumption, infrastructures...) as well as on the level of individuals (awareness, involvement, sustainable forms of transport...). For the last decade public policies have been pro-active in their aim to promote an ecological or energy transition (Loorbach, 2010), which are at the core both of policies supporting innovation as well as a new approach to cities and territories (Bulkeley et al. 2014). While benefitting the environment, the transition must foster satisfactory working conditions, social inclusion and the eradication of poverty (Just Transition Centre, 2017), taking into account the negative impact it may have on particular social groups (for instance workers losing their jobs as a result of these policies) or reshaping means of transport for the whole population (Schwanen, 2020).

At the same time, citizens have come forward with a number of grass-roots initiatives, creating third places inspired by the “makers’ movement” and revealing new forms of cooperation (Berrebi-Hoffman et al., 2018).

As suggested by Le Teno and Granjean (2014), the issue is to shift from “living together” to “doing together”. Can these transformative changes already in progress at various levels of society open new opportunities in the way we interact socially, by redefining what we mean by “living together” and by fostering ways of “doing together” that take disability issues into account?

More broadly, this movement of “doing together” is an opportunity to re-examine the way we live in cities, in villages, in shared spaces. This new approach is a grass-roots movement, a new way of living together in a social environment. It challenges the way the people involved take part and the way it is effectively implemented in existing public organizations (Eyraud et al. 2018). The traditionally bureaucratic modes of governing –so uncomfortable when dealing with the uncertainty and complexity that characterize the social issues related to climate change as well as to disability– are bound to change dramatically.

Inquiring collectively is central to pragmatism in organizations -that is taking into account “the pluralistic experience of participants” (Lorino, 2018) as a means of addressing contemporary challenges and strengthening democracy. But then how does good practice emerge and develop, how can it become sustainable?

Furthermore, in the prospect of a dynamic and relational governance by stakeholders (Kerveillant, 2017), how can these transversal topics -which often transcend organizational

boundaries- be taken into account collectively by a variety of participants aiming at a variety of results throughout the territory? The territory is defined by Raulet-Croset (2014) as a space both institutionally prescribed and socially constructed. To what extent can the territory be a resource for collective inter-organizational action (Raulet-Croset, 2021)?

In this issue, we will therefore question the way environmental issues are taken into account in public policies concerning disability, and the way territories are planned and built with these cross-sectional issues in mind. In this prospect, how far is innovation an asset?

For instance:

- What are the social impacts of climate change?
- How do local policies deal with disability issues in the context of ecological transition?
- Can innovation meet the challenge both of a transition to sustainable ecological models and of a greater involvement of people with disabilities?
- To what extent do public space and urban planners include users and inhabitants with disabilities in their climate change adaptation projects?
- Boosted by the health crisis, new housing projects, new ways of living and sharing habitat have developed. How far do these trends take persons with disabilities into account?
- Are natural disasters contingency plans well suited to meet the needs of persons with disabilities?
- In a planning perspective, how are master plans (at local levels) intending to face climate change, to reach carbon neutrality and to meet disability policy targets?
- Are third places well-equipped to allow for a collaborative development of inclusive solutions to address global warming?
- What are the determinants for inter-organizational cooperation to occur and to be sustainable in the long run on the issues of climate change and/or disability?
- How do territories (re)build around climate and /or disability issues and how far can collective action rely on their support?

We, therefore, invite researchers from all disciplines and backgrounds: sociology, political sciences, management, economics, urban planning and development, architecture, but also professionals and persons with disabilities facing these issues, to contribute to this issue of AEQUITAS.

This issue will be international, disseminated by ERUDIT.

Articles may be submitted in French or English.

Submission deadline: January 15, 2023

Published: November 2023

Indicative references

Berrebi-Hoffmann, I., Bureau, M. C., & Lallement, M. (2018). *Makers-Enquête sur les laboratoires du changement social*. Média Diffusion.

- Bulkeley, H., Castán Broto, V., & Maassen, A. (2014). Low-carbon transitions and the reconfiguration of urban infrastructure. *Urban Studies*, 51(7), 1471-1486.
- Eyraud, B., Saetta, S., & Tartour, T. (2018). Handicaps et participations. *Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, 22(3), 214.
- Fougeyrollas, P. (2010). *La funambule, le fil et la toile: transformations réciproques du sens du handicap*: Presses de l'Université Laval Québec.
- Just Transition Centre (2017), *Just Transition. A report for the OECD*. Paris: OECD, <https://www.oecd.org/environment/cc/g20-climate/collapsecontents/Just-Transition-Centre-report-just-transition.pdf> consulté le 1^{er} septembre 2021
- Kerveillant, M. (2017). *The Role of the Public in the French Nuclear Sector The Case of « Local Information Commissions » (CLIS) for Nuclear Activities in the West of France* (ESSEC Business School). ESSEC Business School, France.
- Le Teno, H., & Grandjean, A. (2014). *Miser (vraiment) sur la transition écologique*. Éditions de l'Atelier.
- Loorbach, D. (2010). Transition management for sustainable development: a prescriptive, complexity-based governance framework. *Governance*, 23(1), 161-183.
- Lorino, P. (2018). *Pragmatism and Organization Studies*. Oxford University Press.
- Oliver, M. (1995). *Understanding disability: From theory to practice*: Macmillan International Higher Education.
- Raulet-Croset, N. (2014). Le territoire comme objet de gestion. *Annales des Mines - Responsabilité et environnement*, 2(74), 48-52.
- Raulet-Croset, N. (2021). La question du territoire en sciences de gestion – Point de vue sur le territoire comme ressource pour les organisations. *Question(s) de management*, 3(33), 33-36.
- Schwanen, T. (2020). Low-carbon mobility in London: a just transition?. *One Earth*, 2(2), 132-134.